

Période de questions

Séance du 23 avril 2018

Questions	Réponses	Suivis à faire	État
<u>M. Robert Quinta</u> Est-ce que l'entreprise P. Baillargeon Ltée est un fournisseur important de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu ?	Oui		Clos
<u>M. Robert Quinta</u> Êtes-vous au courant que l'entreprise P. Baillargeon Ltée est propriétaire du golf de la Mairie ?	Oui		Clos
<u>M. Robert Quinta</u> Savez-vous que le 22 sept. 2017, M. Savard a acheté un terrain appartenant à Les immeubles P. Baillargeon Ltée, une filiale de P. Baillargeon Ltée ?	Oui		Clos
<u>Mme Josée Goudreau</u> Pourquoi M. Savard a payé son terrain sur la rue Théodore-Béchar, 25% de moins que son voisin qui a, à quelques mètres près, la même grandeur.	Marco Savard explique que plusieurs facteurs peuvent affectés le prix d'un terrain, entre autres son emplacement.		Clos
<u>Mme Josée Goudreau</u> Comment expliquez-vous le délai de production de la déclaration d'intérêt pécuniaire de M. Savard, fait le 17 déc. 2017 (déclaration amendée) et sa publication en ligne disponible seulement à partir de février 2018.	M. Savard répond qu'il a attendu d'avoir passé chez le notaire.		Clos
<u>Mme Josée Goudreau</u> Dans l'acte de vente dudit terrain un pré-contrat a été conclu le 27 mars 2017 et donc	M. Savard répond qu'étant donné que c'est un nouveau projet de construction, le promoteur devait alimenter les		Clos

Questions	Réponses	Suivis à faire	État
l'intérêt pécuniaire du conseiller Savard a pris naissance à cette date, soit le 27 mars 2017. Pourquoi avoir attendu près d'une année pour déclarer cet intérêt pécuniaire ?	services (filage sous-terrain). Tant et aussi longtemps que les services n'étaient pas complétés, il y avait une entente à l'effet que M. Savard n'achetait pas le terrain. L'électricité est arrivée le 10 décembre.		
Mme Lucille Méthé Combien a coûté la consultation publique de 2015 relativement au plan de conservation incluant les dépliants ?	77 099,01\$		Clos
Mme Lucille Méthé A qui va bénéficier le développement résidentiel dans les golfs de Saint-Jean-sur-Richelieu et de quelle façon ?	La valeur de ces terrains est minime dans le moment. Si on accepte un changement de zonage, leur valeur va exploser. Ensuite, il y a lieu de se questionner si le développement résidentiel sera fiscalement rentable pour les contribuables.		Clos
Mme Lucille Méthé Compte tenu de la grogne des citoyens est-ce que le conseil de ville est prêt à revoir sa position pour annuler la consultation à venir sur l'avenir des golfs et se pencher sur des solutions en collaboration avec d'autres villes pour trouver des nouvelles sources de financement des municipalités ?	Cela serait possible si tel était la volonté de la majorité des élus		Clos
M. François Blais – 301, rue Savard Lorsque la conjointe de M. Savard a fait un dépôt au PIIA, est-ce que les gens qui ont étudié sa demande, soit M. Cantin et M. Auger, étaient au courant que cette demande émanait de la conjointe de M. Savard ?	M. Savard répond que son nom était écrit sur le sommaire décisionnel.		Clos
M. François Blais – 301, rue Savard Comment se fait-il que la Ville a accueilli un PIIA d'un tiers, soit la conjointe de M. Savard,	C'est possible qu'un futur acheteur ou l'entrepreneur du terrain dépose une demande.		Clos

Questions	Réponses	Suivis à faire	État
qui n'était pas encore propriétaire du terrain ?			
M. Gilles Hébert, 91, Ruisseau des Noyers Dans le dossier de la webdiffusion, est-ce que tous les maires et mairesses de la MRC se sont prononcés contre l'idée de webdiffuser et celle de l'enregistrement audio des séances ?	Certains étaient plus sensibles à cette question mais ont décidé de se rallier à la majorité. Il n'y a pas eu de vote sur cette question.		Clos
M. Gilles Hébert, 91, Ruisseau des Noyers Puisque la MRC n'entend pas justifier leur refus pour la webdiffusion, pouvons-nous en connaître les arguments invoqués par chacun des maires ?	M. Hébert est invité à poser la question au préfet pour obtenir une réponse.		Clos
M. Guy Langlois - Pourquoi la Ville va rencontrer le ministère de l'Environnement alors que vous savez qu'ils ne peuvent pas admettre qu'ils ont fait une erreur?	La Ville souhaite sensibiliser le Ministère sur cette question.		Clos
Maggie Dupuis, Caroline Durand, Maude Poirier et Catherine Dubé Avez-vous reçu une demande de la Commission Scolaire pour évaluer la possibilité de tenir un service de garde scolaire dans un bâtiment appartenant à la ville ?	Non, c'est plutôt une initiative de la conseillère en place. La démarche s'est faite à l'inverse, la Ville a sollicité la commission scolaire pour imaginer un projet qui pourrait être réalisable et satisfaire les exigences et les besoins des parents qui habitent sur l'Île Ste-Thérèse.		Clos
Maggie Dupuis, Caroline Durand, Maude Poirier et Catherine Dubé Est-ce que la Commission scolaire vous a transmis des normes et devis que devait respecter un bâtiment pour que celui-ci puisse avoir un service de garde en milieu scolaire ?	Pas pour l'instant		Clos
Maggie Dupuis, Caroline Durand, Maude Poirier et Catherine Dubé Pouvons-nous continuer de compter sur votre ouverture et soutien afin de collaborer avec la	Certainement		Clos

Questions	Réponses	Suivis à faire	État
Commission scolaire dans la réalisation de notre projet de service de garde en milieu scolaire à proximité de nos résidences ?			
Gilbert Pierre Où est allée la subvention pour la rue Kelly ? La rue n'est pas encore finie, les fossés et les bandes de trottoir ne sont pas faits.	La subvention n'incluait pas ces travaux		Clos
M. Pétrin Qu'en est-il du 390 Laberge ? Est-ce normal qu'il y ait des roulottes de chantier d'installer sur ce terrain ?	Après vérification, le promoteur a installé sa roulotte de construction sur le terrain de la Ville mais avec l'autorisation de la municipalité. Aucun développement n'est en cours pour le moment avec le ministère des Transports concernant le réaménagement de la bretelle. Ce dossier n'est pas actif présentement à la Ville.		Clos